ÉDITO

Élections turques : tournant ou business as usual ?

Par **Ali Koknar**

Ali M. Koknar est un consultant turco-américain en gestion des risques. Il a obtenu son diplôme de droit et son MBA à l'Université du Witwatersrand à Johannesburg, en Afrique du Sud, où il a également servi comme réserviste dans la police sud-africaine. Il a géré des projets de sécurité en Europe, en Asie et en Afrique pour des clients gouvernementaux et privés.

Divers sondages d'opinion publique turcs relatifs aux élections présidentielles et législatives du 14 mai, bien que peu fiables, indiquent deux possibilités conflictuelles ; d'une part l'éventuelle fin du règne de vingt-et-un ans du président turc Recep Tayyip Erdogan et de son "AK Parti" (Parti de la justice et du développement), d'autre part sa prolongation de cinq ans. Après avoir remporté d'importantes élections municipales en 2019 dans les quatre plus grandes villes turques (Istanbul, Ankara, Izmir et Adana), l'opposition turque espère plus que jamais pouvoir vaincre Erdogan et l'AKP avec leur nouveau front d'opposition, "Millet" (Nation). Ce nouveau rassemblement ambitieux comprend non seulement le CHP, social-démocrate et progressiste, mais aussi cinq partis d'opposition centristes et de centre droit. Le front « Cumhur » (République) d'Erdogan, quant à lui, comprend des alliés plus à droite de l'AKP. L'imprévisibilité des élections est notamment due à l'incertitude de l'électorat kurde ayant soutenu à la fois l'AKP et son opposition dans le passé. Un soutien kurde décisif au front « Millet » n'aiderait pas seulement le dirigeant de l'opposition, Kemal Kilicdaroglu, chef du CHP, à remporter la présidence ; ce soutien ouvrirait aussi la voie à une majorité parlementaire, rendant possible les amendements constitutionnels que le front « Millet » a promis afin de ramener le système politique turc à son ancien système parlementaire. Une victoire du front "Cumhur" garantirait au président Erdogan l'utilisation de pouvoirs exécutifs hors du commun pour gouverner la Turquie pendant encore cinq ans. Cela lui permettrait de contourner l'approbation parlementaire faisant du président un législateur "alternatif" dans un système qui n'est en place que depuis 2017.

Alors, une restructuration marquera-t-elle vraiment un tournant pour l'économie, la société et la politique étrangère turque ? Ou bien le statu quo se maintiendra-t-il, quel que soit le vainqueur du 14 mai ? Il ne faut pas oublier qu'une grande partie des problèmes économiques de la Turquie trouvent leur origine dans le modèle économique peu fiable du pays, qui date d'avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002. Toutefois, ces problèmes ont été exacerbés par une série de calamités au cours de la dernière décennie qui ont effrayé les investisseurs occidentaux. Il s'agit notamment de l'arrivée de quatre millions de réfugiés syriens, d'une tentative de coup d'État en 2016, de la pandémie de COVID-19, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des tremblements de terre dévastateurs au mois de février.

L'un des six principes fondateurs de la République moderne née en 1923, l'étatisme, perdure en Turquie depuis un siècle. Cela implique que le gouvernement est le moteur de l'économie et doit jouer un rôle dans tous les aspects du commerce, de la production et de la finance. Au cours des deux dernières décennies, le président Erdogan a réussi à tenir certaines de ses promesses en s'éloignant de l'étatisme et en libérant les entrepreneurs turcs de leurs entraves. Mais le président a tout de même reconnu sa défaite, malgré sa grande force, face à la bureaucratie turque rigide qui empêche la libéralisation économique et l'exercice des principes de la libre concurrence.

Dans le contexte de cette révolution économique inachevée visant à intégrer la Turquie dans le marché libre occidental, comment le front d'opposition « Millet » gouvernerait-il l'économie turque ? Le front "Millet" comprend des adhérents aux principes du marché libre tels qu'Ali Babacan, l'ancien ministre de l'Economie du président Erdogan, qui est aujourd'hui devenu son détracteur. Malgré ce fait, une transition radicale vers des principes de libre marché n'est pas envisageable. Le parti de Kilicdaroglu est à l'origine de l'étatisme dans la République turque et, selon ses promesses électorales, on ne peut s'attendre à ce qu'il l'abandonne. Même si Kilicdaroglu promet de lutter contre la corruption au sein du gouvernement et de rétablir l'État de droit en faisant respecter la séparation des pouvoirs, il s'engage aussi à poursuivre

et même à élargir les programmes de prestations sociales financés par les impôts, perpétuant ainsi le système de favoritisme politique qu'il reproche à l'AKP d'avoir instauré. En d'autres termes, il n'y a pas de défenseur du libre marché qui se présente aux élections du 14 mai.

Mais qu'en est-il de la politique étrangère de la Turquie ? Parfois sévèrement critique envers les États-Unis, l'UE, l'OTAN, voire l'ONU, le Président Erdogan reste attaché à l'adhésion de la Turquie à ces organisations internationales ainsi qu'aux relations bilatérales avec ses alliés occidentaux. La position du front « Millet » n'est pas différente à cet égard. Eux aussi promettent de poursuivre, voire de renforcer les relations de la Turquie avec l'Europe et l'Amérique. Et qu'en est-il de la relation turco-française, qui a connu des hauts et des bas pendant les 21 ans de règne de l'AKP ? Un certain nombre de questions continuent à provoquer des tensions, telles que les activités du PKK en France, qui se poursuivent même si elles sont jugées illégales par la loi française. Il y aussi le statut des écoles hors contrats soutenues par l'Etat turc en France, que le président Macron est réticent à laisser subsister en raison de préoccupations concernant la laïcité. Enfin, il y a l'intrusion économique et politique turque perçue dans la zone d'influence historiquement française en Afrique francophone. Pourtant, la France est restée l'une des principales sources d'investissements directs étrangers vers la Turquie avec plus de sept milliards d'euros. Le commerce bilatéral n'a qu'augmenté sous le régime de l'AKP et la France représente le huitième fournisseur de la Turquie. Parmi les 1500 entreprises françaises employant plus de 300 000 turcs, il y en a 35 du CAC 40 qui font des affaires en Turquie. Cette relation économique forte et mutuellement bénéfique ne devrait pas changer, quel que soit le vainqueur du 14 mai ●

REGARD D'EXPERT

Prochaine présidentielle au Sénégal : de plus en plus de tensions et d'incertitudes

Par **Emmanuel Goujon**

Gérant de la société de conseils Approche Globale Afrique (AGA) qu'il a créée en 2011, Emmanuel Goujon travaille depuis plus de 25 ans sur l'Afrique subsaharienne et notamment sur l'Ethiopie. Il a été journaliste et correspondant de guerre pour plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse, basé pendant 13 ans en Afrique. Il est aujourd'hui spécialiste de la veille pays, de la prévention/gestion de crise et des relations publiques.

Le Sénégal est entré dans une période d'incertitudes et de tensions en grande partie dues à la radicalisation des rapports entre le pouvoir et l'opposition et à la stratégie du président Macky Sall de rester dans le non-dit quant à sa candidature.

Dans les propos liminaires de sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle, Idrissa Seck a dépeint avec inquiétude la situation de son pays. Il a évoqué les "esprits échauffés", l'aggravation des "tensions et des émotions", et affirmé que ses concitoyens, peu rassurés ces derniers temps, n'aspirent qu'au "calme et à la stabilité". Pour la quatrième candidature de sa carrière à la magistrature suprême, l'ancien Premier ministre d'Abdoulaye Wade, a lancé un appel à un sursaut de ses compatriotes en faveur du développement du pays, du rétablissement de la confiance et de l'honnêteté, et du renforcement de la stabilité notamment face à la situation instable de l'Afrique de l'Ouest minée par le terrorisme et les coups d'Etat. Idrissa Seck avait rallié la majorité présidentielle et Macky Sall en devenant président du Conseil économique, social et environnemental (CESE). En se présentant, il a annoncé sa démission de ce poste, prestigieux mais sans grand pouvoir, ainsi que celle des ministres de son mouvement politique de l'actuel gouvernement. Il est le premier de la coalition Benno Bok Yakar (BBY) a officiellement prendre ses distances avec le président sortant, mais certainement pas le dernier.

Depuis plusieurs mois, le Sénégal, autrefois considéré comme un havre de paix et de stabilité en Afrique, vit à l'heure de la prochaine élection présidentielle prévue pour février 2024. Mais cette échéance électorale cruciale qui ne devrait être qu'une formalité, dans un pays habitué aux alternances démocratiques depuis des décennies, est entachée d'un fort sentiment d'inquiétude et ce pour deux raisons majeures : d'abord le président Macky Sall fait planer le doute sur une possible candidature pour un troisième mandat ; ensuite son principal challenger, Ousmane Sonko, est considéré par un grand nombre de Sénégalais comme un démagogue extrémiste proche – un temps du moins – de certains radicaux islamistes, et qui n'a pas hésité à appeler à la violence et a soutenu les émeutes de mars 2021 qui ont fortement dégradé l'image du pays, les utilisant dans ses déboires judiciaires.

Les Sénégalais vent debout contre un troisième mandat

La majorité présidentielle a essuyé de nombreux revers électoraux ces derniers mois, échouant aux élections locales, puis aux législatives de l'été dernier à obtenir une majorité claire. Pour la première fois, le président est passé très près d'une cohabitation et ne dispose que d'un siège de majorité à l'Assemblée. C'est que les Sénégalais ne veulent absolument pas d'un troisième mandat, et ils l'ont dit par deux fois dans les urnes. Pas forcément contre Macky Sall, mais par principe. Macky Sall de son côté, estime, après des réformes constitutionnelles sur la durée du mandat présidentiel qu'il a tout à fait le droit de se représenter… mais ne dit pas s'il va le faire. Cette situation handicape le débat démocratique et pousse les opposants à se radicaliser, mais aussi à limiter leurs discours élec-

toraux au simple rejet, très fédérateur, d'un troisième mandat sans présenter de nouvelles offres politiques pourtant indispensables au vu de la situation sociale, économique et sécuritaire du Sénégal.

Personne ne s'explique la position de Macky Sall, qui n'a rien de rationnel quand on sait qu'il avait lui-même pris position contre la tentative de troisième candidature du président Abdoulaye Wade en 2012 et s'était même engagé, dans un livre, à ne jamais faire plus de deux mandats. Les plus optimistes disent qu'il est prisonnier de son entourage qui craint les foudres de la justice puisque certains de ses proches sont soupçonnés de corruption et d'enrichissement personnel au détriment de l'Etat. Les plus pessimistes confient que le chef de l'Etat est comme atteint d'un syndrome d'absolutisme et qu'encore jeune il estime pouvoir rester au pouvoir contre la volonté d'une majorité de Sénégalais. La vérité se trouve sans doute un peu entre ces deux théories, mais ce qui est sûr c'est que Macky Sall, élu en 2012 puis en 2019, ne s'est pas encore prononcé publiquement.

Selon un de ses proches conseillers, « il n'a pas encore pris sa décision. Il attend, gagne du temps, parce qu'une fois qu'il se sera prononcé, la situation changera du tout au tout, quelle que soit sa décision ». Après une présidence très positivement remarquée de l'Union Africaine, on pourrait penser que Macky Sall, dont le bilan peut être considéré comme positif globalement dans son pays, a tout intérêt à sortir par le haut et à ne pas se représenter mais à briguer un poste important au niveau international. Il aurait tout à y gagner, laissant ainsi le champ libre à une nouvelle génération d'hommes politiques. Mais en ne se prononçant pas, il bloque ceux de son camp, au premier chef son actuel Premier ministre Amadou Ba.

Une opposition en rangs dispersés

Du côté de l'opposition, l'incertitude prévaut également. Le chef de file de la principale coalition YAW (Yewi Askan Wi, "Libérons le peuple", en wolof) Ousmane Sonko enchaîne les mises en cause judiciaires et les audiences au tribunal. Par ses discours violents, son sentiment anti-occidental assumé et ses appels tonitruants à la rue, il inquiète un grand nombre de Sénégalais qui voient en lui un agitateur peu sérieux, mais pas un homme d'Etat. D'autant que l'accusation de viol toujours pendante d'une hôtesse de salon de massage de Dakar a dégradé son image de pieux musulman. Condamné pour diffamation contre le ministre du Tourisme fin mars, Ousmane Sonko a échappé pour l'instant à l'inéligibilité. Une arme judiciaire utilisée par Macky Sall contre deux autres ténors de l'opposition qui ne savent pas encore s'ils pourront se présenter en 2024 : l'ancien maire de Dakar, Khalifa Sall, et le fils et ancien ministre d'Abdoulaye Wade, Karim Wade, toujours en exil au Qatar. Dans le cadre de leur alliance, ces trois opposants ont décidé de tous se présenter (s'ils le peuvent) au premier tour de la présidentielle et de se rallier au mieux placé au second tour. Cela suppose des campagnes de premier tour qui risquent de crisper les partisans des différents candidats qui viennent souvent d'horizons politiques très différents. Le rassemblement nécessaire au second tour ne pourra se faire que sur le plus petit dénominateur commun : le rejet d'un troisième mandat de Macky Sall si celui-ci est en lice, sinon sur quel programme ?

Ces incertitudes ajoutent clairement à la tension ambiante. L'opposition elle-même semble craindre d'être dépassée par sa base puisqu'elle a décidé de suspendre les manifestations qui étaient prévues le 3 avril dernier à Dakar. Les centaines d'arrestations d'opposants par les autorités et les limites à l'exercice de la liberté de la presse ou de la liberté de manifestation aggravent encore la situation générale et dégradent un peu plus l'image du pays ●

REGARD D'EXPERT

Jusqu'où peut aller la "realpolitik" saoudienne ?

Par **Bertrand Besancenot**

Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen- Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

L'accumulation de gestes de défi à l'égard de Washington (réduction de la production pétrolière, neutralité dans le conflit russo-ukrainien, rétablissement des relations diplomatiques avec l'Iran, dialogue avec le régime syrien, développement des rapports avec la Chine, utilisation du yuan pour le règlement des fournitures de pétrole à Pékin…) amènent les observateurs à s'interroger sur l'ampleur de l'autonomisation de la politique saoudienne par rapport à son allié stratégique traditionnel, les Etats-Unis.

Effectivement, on connait l'antipathie réciproque du président Biden et du prince Mohamed Ben Salman ; on sait que l'Arabie Saoudite – comme la plupart des pays du Sud – n'apprécie pas les pressions occidentales sur les droits humains et critique le "deux poids deux mesures" de la politique occidentale (Palestine, Libye, Kosovo) ; et la politique anti-carbone des pays de l'Ouest diminue l'intérêt de l'Arabie pour cette partie du monde, alors que l'Asie est devenue le principal client de son pétrole.

En revanche, la Chine est le premier partenaire commercial du royaume et sa technologie intéresse. En outre, son positionnement actuel de courtier international pour apaiser les tensions, en dialoguant avec tout le monde, est jugé utile à Riyad.

De même, la coopération pétrolière avec la Russie dans le cadre de l'Opep + permet aux Saoudiens de contrôler le prix du brut à un niveau suffisant pour financer les grands projets de la Vision 2030. Et l'Arabie prend acte du fait que Moscou s'est réengagé au Moyen Orient et n'hésite pas à soutenir militairement ses amis dans la région.

Ces éléments expliquent la nouvelle diplomatie saoudienne, focalisée sur ses intérêts nationaux, "en regardant à l'Ouest comme à l'Est", pour reprendre la formule de son ministre des Affaires étrangères.

L'objectif est à la fois de :

– Préserver l'intérêt des entreprises américaines pour le marché saoudien ainsi que le dialogue politico-militaire avec Washington, dont le royaume continue de dépendre pour sa sécurité.

– Poursuivre la coopération pétrolière avec Moscou, qui a atteint ses objectifs.

– Développer les relations économiques et technologiques avec la Chine, mais aussi désormais les contacts politiques.

– S'affirmer sur la scène internationale comme un acteur autonome, associé à l'Organisation de Coopération de Shangaï (intérêt pour l'Asie centrale) et sans doute rejoignant bientôt les BRICS.

Cette nouvelle politique s'est traduite par le rétablissement des relations diplomatiques avec Téhéran, en espérant que cela permettra de clore la guerre au Yémen, d'apaiser les tensions en Syrie, en Irak et au Liban, et d'établir certaines mesures de confiance avec l'Iran. Cette désescalade a pour principal intérêt, vu de Riyad, de faciliter les investissements internationaux dans les grands projets de la "Vision 2030", qui est sa première priorité.

En Syrie, l'Arabie entend jouer un rôle de "rassembleur de la famille arabe", au moment où la politique de Netanyahou hypothèque toute normalisation formelle avec Israël. La reprise du dialogue avec le régime de Damas devrait aussi permettre de réduire le trafic de Captagon (venant de Syrie), qui est un vrai fléau en Arabie.

Vis-à-vis de Washington, c'est un message clair : le royaume ne souhaite pas être embrigadé dans une croisade contre la Chine et la Russie ; et à l'égard du monde occidental en général : "épargnez-nous vos leçons de démocratie et de droits humains".

Naturellement, il reste à savoir si ce changement de portage de la diplomatie saoudienne portera les fruits escomptés. En effet, les régimes iranien et syrien interprètent ces mouvements comme des signes d'affaiblissement de la protection américaine, qui ne les obligent donc pas à faire des concessions majeures à l'Arabie Saoudite. Le soutien iranien aux Houthis a en effet été conçu comme une capacité de nuisance envers le royaume, sans qu'il constitue pour Téhéran un enjeu stratégique. Cette carte, importante pour Riyad, ne coûte donc pas cher à abandonner pour Téhéran.

En revanche, sur la question du maintien de l'influence iranienne dans la région, il est peu probable que l'Iran soit prêt à de vraies concessions en Irak, en Syrie ou au Liban. Il paraît aussi clair que les Iraniens ne renonceront pas à leurs ambitions nucléaires et balistiques.

Les Saoudiens en sont conscients et savent qu'ils ont toujours besoin de la puissance américaine pour défendre leurs intérêts vitaux. C'est la raison pour laquelle – parallèlement aux ouvertures vers l'Iran et la Syrie – Riyad a récemment repris langue avec les autorités américaines pour discuter sans doute des conditions auxquelles Washington serait prêt à lever certaines sanctions. La grande négociation commence… ●

À propos de nous

Xavier DESMAISON
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.

Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.